

ACTION URGENTE

MEXIQUE. LES AUTORITÉS DOIVENT RETROUVER 43 ÉTUDIANTS ET LEUR RENDRE JUSTICE

Les autorités mexicaines n'ont pas encore retrouvé les 43 étudiants victimes de disparitions forcées depuis le 26 septembre. Les proches et les camarades de ces derniers continuent de réclamer que l'État mène des recherches de toute urgence, rende justice et accorde réparation dans cette affaire.

La police locale, qui opère en collusion avec des groupes criminels, serait responsable de ces disparitions forcées, ainsi que des homicides de trois étudiants et de trois passants, commis le 26 septembre dans la ville d'Iguala (État de Guerrero). De nombreuses autres personnes ont été blessées.

Plus de 70 représentants de la municipalité et d'autres personnes ont été arrêtées et inculpées à la suite de ces atteintes aux droits humains. Cependant, nombre d'auteurs présumés sont toujours en fuite. Le parquet fédéral n'a fait part d'aucune avancée dans l'enquête contre l'État et les autorités fédérales. Il a recueilli des éléments attestant une collusion entre des représentants de la municipalité et des groupes criminels des mois avant les événements du 26 septembre, mais n'a pris aucune mesure. De nombreux restes humains ont été découverts dans la région d'Iguala au cours de l'enquête. Pour l'heure, des analyses médico-légales indépendantes ont permis de conclure qu'aucun de ces restes n'appartenait aux étudiants disparus. L'enquête médico-légale est en cours.

Les familles des étudiants disparus, le gouvernement mexicain et la Commission interaméricaine des droits de l'homme sont convenus de créer un groupe interdisciplinaire d'experts indépendants, qui sera chargé d'évaluer les mesures prises par l'État dans cette affaire (en particulier les recherches, l'enquête criminelle et les réparations accordées aux victimes). Le groupe formulera des recommandations visant à améliorer ces mesures, et pourra même déposer des plaintes au pénal si nécessaire.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue :

- engagez les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour retrouver les 43 étudiants disparus et assurer leur sécurité sur les plans physique et mental ;
- exhortez le procureur fédéral à mener sans délai une enquête approfondie et impartiale sur toutes les atteintes aux droits humains commises dans cette affaire et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements, y compris tous les fonctionnaires fédéraux et de l'État qui n'ont jamais enquêté sur les allégations antérieures de collusion entre des fonctionnaires locaux et des groupes criminels à Iguala ;
- incitez les autorités à mettre en œuvre, rapidement et sans réserve, l'accord signé avec les familles des victimes et la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 JANVIER 2015 À :

Président du Mexique
 Enrique Peña Nieto
 Residencia Oficial de los Pinos
 Col. Chapultepec, Mexico D.F., C.P.
 11850, Mexique
 Fax : +52 55 5093 4901
 Courriel : *via le site Internet*
<http://en.presidencia.gob.mx/contacto>
 Twitter : @EPN

Procureur général de la République
 Jesús Murillo Karam
 Procuraduría General de la República
 Reforma 211-213, Col. Cuauhtémoc,
 C.P. 06500, Mexique City, Mexique
 Fax : +52 55 5346 0908
 Courriel : ofproc@pgr.gob.mx ou
<http://pgr.gob.mx/servicios/mail/plantilla.asp?mail=1>
 Twitter : @PGR_mx

Copies à :
Organisation locale de défense des droits humains
 Centre des droits humains de la montagne « Tlachinollan »
 Courriel : accion.urgente@tlachinollan.org

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 246/14. Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/library/info/AMR41/039/2014/fr.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

MEXIQUE. LES AUTORITÉS DOIVENT RETROUVER 43 ÉTUDIANTS ET LEUR RENDRE JUSTICE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Quelque 500 étudiants sont inscrits à l'école normale rurale Raúl Isidro Burgos d'Ayotzinapa (État de Guerrero), à environ 300 kilomètres au sud de Mexico. Ils suivent une formation pour devenir enseignants en école primaire dans des zones rurales. Certains habitants de ces régions sont d'origine indigène. En général, ces populations – et les étudiants eux-mêmes – sont pauvres. Fortement discriminées et marginalisées, elles ont difficilement accès aux services de base.

En outre, les étudiants de l'école normale rurale sont actifs sur le plan politique et ont organisé de nombreuses manifestations en relation avec l'enseignement en milieu rural, la politique éducative et d'autres questions politiques. Des actes de violence ont été signalés lors de certaines de ces manifestations, et les autorités ont accusé à maintes reprises les étudiants. Les écoles de formation professionnelle manquent cruellement de ressources depuis quelques années car l'enseignement rural n'est pas une priorité.

En décembre 2011, des étudiants d'Ayotzinapa qui manifestaient sur la route principale à la sortie de Chilpancingo, la capitale de l'État, ont été attaqués par les polices fédérale et de l'État. Trois personnes, dont deux étudiants, ont trouvé la mort. Au moins 24 personnes ont subi des actes de torture ou d'autres mauvais traitements. Ni les policiers ni les supérieurs hiérarchiques responsables de ces violations n'ont jamais eu à rendre de comptes, ce qui a favorisé un climat d'impunité. Amnesty International a mis en lumière cette affaire à maintes reprises, notamment dans un rapport récent intitulé *Hors de toute mesure. La torture et les autres mauvais traitements au Mexique* (<http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR41/020/2014/fr>).

Les enlèvements et les disparitions demeurent monnaie courante au Mexique, où les fonctionnaires agissent souvent en collusion avec des groupes criminels. Les 43 étudiants victimes de disparitions forcées depuis le 26 septembre figurent au nombre des 22 000 personnes – au moins – qui sont portées disparues au Mexique et dont on ignore où elles se trouvent. Le gouvernement a publié ce chiffre révisé en août 2014 mais n'a jamais expliqué comment il l'avait obtenu ni révélé de détails supplémentaires sur les affaires en question. On ignore combien des personnes concernées ont été enlevées par des groupes criminels ou victimes de disparitions forcées dans lesquelles des fonctionnaires sont impliqués, directement ou indirectement. En 2013, le parquet fédéral a mis en place une unité spéciale chargée d'enquêter sur les affaires d'enlèvements et de disparitions et de retrouver les victimes. À ce jour, aucune information détaillée n'a été publiée quant à l'efficacité de cet organe. Pour de plus amples informations, veuillez consulter : *Confronting a nightmare: Disappearances in Mexico* (disponible en anglais à l'adresse <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR41/025/2013/en>).

Des milliers de personnes sont descendues à plusieurs reprises dans les rues de Mexico depuis octobre pour demander que des recherches soient menées de toute urgence et que justice soit rendue aux étudiants d'Ayotzinapa. La plupart de ces manifestations étaient pacifiques, mais des émeutes ont parfois éclaté et la police a eu recours à une force excessive et a procédé à des arrestations arbitraires. Au moins 11 manifestants ont été arrêtés le 20 novembre à Mexico. Ils ont été inculpés d'infractions pénales graves et envoyés dans des établissements à haute sécurité isolés. Les gouvernements fédéral et local doivent veiller au respect des droits aux libertés d'expression et d'association de tous les manifestants pacifiques.

Le parquet fédéral a récemment déclaré que le principal axe d'enquête sur ces disparitions forcées indiquait que les étudiants avaient été tués par des membres d'un gang local après que des policiers les leur avaient livrés. L'unique base de cette conclusion préliminaire semble être le témoignage de trois membres du gang impliqués dans l'affaire.